

# LE PAVÉ DE PANAME

L'année 2024 s'est achevée par le départ de Madame Mahieux. Au moment où cette directrice quittait ses fonctions, le constat était accablant : deux années marquées par une accélération brutale des réorganisations de services, un mépris évident pour les conditions de travail des agent.es et les conditions d'accueil des usagers du service public fiscal et financier et par l'absence totale de dialogue social.



Dès le début de son mandat, la Directrice a affiché un mépris assumé et total pour le dialogue social. Pour exemple, dans le cadre des procédures de droit d'alerte pour danger grave et imminent, les enquêtes conjointes impliquant administration, agent.e.s et représentant.e.s syndicaux ont été systématiquement refusées. Une rupture brutale avec les pratiques des précédents directeurs, qui respectaient ces procédures pour garantir la sécurité des agents. Idem lorsqu'elle a annulé la réunion de la FS-SSCT à 19h28 la veille de sa tenue. Cette réunion aurait permis de voter un budget vital pour la santé et la sécurité des agents. Résultat : les plus de 35 000 € non utilisés sont reversés dans des dépenses qui ne sont pas directement des moyens indispensables à l'amélioration des conditions de travail des collègues. Une gestion méprisante et irresponsable de la seule responsabilité de la direction.

Rappelons aussi que cette directrice s'exonérait des prescriptions médicales et traînait des pieds pour aménager les postes de travail des collègues en situation de handicap.

Le résultat de ces deux années est une fatigue et un stress chez tous les collègues et chez bon nombre de cadres qui ne l'ont pas suivie dans cette gestion malveillante.

Le 23 janvier, la CGT Finances publiques Paris a rencontré le nouveau DRFIP, M. Hugues BIED-CHARRETON. Si le ton a changé, il n'a pas vraiment pris d'engagements fermes sur certains sujets pourtant de son ressort autorisation d'absence pour l'arbre de Noël ou compensation horaire pour les agents de sites n'ayant pas de cantine par exemple).

## L'art du dialogue social vu par la direction !

Vous ignorez la Constitution  
et le code du travail...

...Et vous verrez  
que nous aurons  
des dialogues  
constructifs,  
la direction s'y  
engage !



Ce journal reprend tous les thèmes développés par la CGT Finances publiques Paris durant cet entretien.

**La CGT Finances publiques Paris sera attentive à ce que ses belles paroles se traduisent dans les actes et restera mobilisée contre les réformes néfastes en cours dans notre administration.**

Le 23 janvier 2025, une délégation formée d'une douzaine de militant·e·s de la CGT Finances Publiques Paris est allé à la rencontre du nouveau DRFIP pour l'accueillir et lui présenter ses principales revendications .

La CGT a fait part des bilans très négatifs laissés par ses prédécesseurs et qui ont fortement contribué à la profonde dégradation des conditions de travail des agent·e·s et de la qualité du service public rendu aux publics, la CGT a développé les points sur lesquels elle demandait des changements à très brève échéance.

Le dialogue social avec Mme Mahieux était catastrophique et de nombreux cas de souffrance au travail ont émergés sous son magistère.

Le nouveau DRFIP a exprimé son souhait d'instaurer un vrai dialogue social.

Il a précisé qu'il était en place pour appliquer les orientations du ministère et de la direction générale, en préservant un climat social serein et en communiquant une « feuille de route stratégique de 3 ans » aux agents qui sera réactualisée annuellement.

« Il n'y aura pas de plan caché du directeur » selon lui.

La CGT a rappelé qu'elle était opposée à la cogestion et qu'elle continuera à combattre les réformes néfastes de la DG, telles que le NRP, la réduction de l'accueil physique des contribuables, la mise en place des blocs fonctionnels etc.

Elle a demandé au directeur qui s'est prévalu de son devoir de loyauté envers la directrice générale, d'appliquer également cette obligation vis-à-vis des collègues.

## LES BLOCS FONCTIONNELS DANS LES SIP

Les blocs fonctionnels fragmentent le travail, en enfermant les agents dans des tâches répétitives et isolées, ce qui empêche les collègues d'assurer un suivi global des dossiers et génère une perte de savoir-faire.

Dans le BFRU (Bloc Fonctionnel de Relation Usagers) la situation est encore plus critique. De nombreux agents expérimentés, envisagent de quitter le SIP, ce qui fragiliserait encore davantage nos services.

## LA RÉDUCTION DRASTIQUE DE L'ACCUEIL PHYSIQUE

Les conséquences de la réduction drastique de l'accueil physique des usagers sont désastreuses. L'accueil physique, déjà fragilisé par les suppressions de postes, ne peut plus répondre efficacement aux attentes. Pour les contribuables en difficulté numérique, victimes d'illectronisme, cette situation est dramatique.

**La CGT demande:**

**-le gel de la mise en œuvre des blocs fonctionnels.**

**-la non-remise des avis d'imposition aux contribuables qui se présentent physiquement dans nos centres est un problème supplémentaire, incompréhensible et inacceptable pour les usagers, en particulier les plus fragiles.**

### RÉPONSE DU DIRECTEUR

La mise en place des blocs fonctionnels relève d'une politique nationale au sujet de laquelle il déclare ne pas avoir de marge de manœuvre sauf pour effectuer des ajustements.

Il n'est pas favorable ni à la fusion du recouvrement et de l'assiette dans les blocs de gestion ni au transfert systématique du recouvrement forcé aux PRS. Les PRS doivent prendre la main sur les dossiers complexes et les mesures lourdes.

Il souligne également que le maintien des accueils multicanaux en situation d'effectifs contraints constitue une difficulté majeure pour l'accueil des usagers.

Il relève par ailleurs le faible taux de décroché (entre 30 et 35 %) qui nécessitera un correctif.

Il fera expertiser la question de la non-remise des avis d'imposition aux contribuables qui se présentent physiquement dans nos centres.

## LES SIE ET L'ANTENNE DE VIERZON, LES PCE

La CGT a exposé les difficultés rencontrées par les SIE du fait de la démétropolisation et des inquiétudes des agent.e.s des PCE sur leur avenir.

Les collègues de l'antenne de VIERZON sont par ailleurs en souffrance et les SIE parisiens des 8<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> arrondissements subissent les difficultés de VIERZON et la multiplication des e-contacts.

### RÉPONSE DU DIRECTEUR

À Paris on ne supprimera pas les PCE et les schémas de réorganisation des PCE et des SIE devront tenir compte des spécificités parisiennes, avec en débat le partage des missions.

Le directeur se dit défavorable aux antennes et souhaite la stabilisation des équipes de VIERZON.

Il fera expertiser la question de la non-remise des avis d'imposition aux contribuables qui se présentent physiquement dans nos centres.

## LA SITUATION DES TRÉSORERIES AMENDES ET CAS DU SITE PAGANINI

La CGT a dénoncé la fermeture de l'accueil des trésoreries amendes, qui a entraîné un désarroi total des usagers. Elle a rappelé la position du défenseur des droits qui exige un égal accès des usagers aux services publics sur tout le territoire et a demandé le retour de la réception à la volée.

Cette situation engendre des risques de conflit avec des contribuables et le mal-être des collègues. Nous déplorons un report significatif des usagers notamment sur le SIP 20<sup>e</sup> et la caisse de Réaumur, ces services étant déjà sous tension en raison de la réduction des moyens due à la dématérialisation croissante.

La fermeture des trésoreries Amendes s'accompagne d'une politique de recouvrement plus agressive, qui accentue les tensions.

La fermeture de l'accueil sans rendez-vous de la TP CAS, qui est en interface avec des populations en très grande difficulté financières ou âgées est un non-sens technocratique maltraitant.

*Face à cette situation, la CGT a demandé au directeur de :*

*-Renforcer les moyens humains dans les centres touchés, notamment le SIP 20 et la caisse de Réaumur*

*-Assurer une prise en charge adaptée des contribuables en difficulté, avec des dispositifs spécifiques pour les accompagner*

*-Protéger les agents face aux tensions croissantes en améliorant les conditions de sécurité et en prévoyant des dispositifs de soutien face aux risques de conflit..*

### RÉPONSE DU DIRECTEUR

La situation des trésoreries du site PAGANINI, « c'est le bazar complet » !

Pour lui, l'important c'est « de pouvoir prendre en charge l'usager, par l'accueil physique ou téléphonique ».

« Pourquoi le contribuable ne va-t'il pas payer chez un buraliste ? »

La CGT a rappelé sa volonté de réinternaliser le recouvrement des taxes et impôts au sein de la DGFIP.

Le directeur dit qu'il « ne connaît pas encore la bonne solution » mais va faire expertiser.

## LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX, MANAGEMENT TOXIQUE, CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL, PERTE DE SENS AU TRAVAIL

La CGT a réaffirmé que la dégradation des conditions de travail qui sévit depuis des années, entraîne un épuisement professionnel de plus en plus marqué, qui augmente considérablement les cas de risques psychosociaux (RPS).

La surcharge de travail devient la norme face aux objectifs qu'on nous impose et il est devenu impossible de tout gérer dans des délais raisonnables.

Cette pression constante pèse sur notre moral et sur notre santé, entraînant perte de motivation, dépression, anxiété....

Nous demandons à travailler dans des conditions dignes..

### RÉPONSE DU DIRECTEUR

Il préconise la mise en place de réunions régulières avec les représentants des personnels afin de trouver des solutions bienveillantes aux situations personnelles des agent.e.s, au cas par cas.

La CGT a rappelé qu'elle exigeait de la direction, le respect des prescriptions médicales établies pour les agent.e.s.

Il a apporté une réponse différenciée en précisant que d'une manière générale il respectait les prescriptions médicales, sauf « *quand les nécessités de services me conduisent à les écarter* ». Le directeur a donné un exemple de sa pratique (service des rémunérations de la direction du département d'Ile-et-Vilaine ( 35) durant le confinement).

En ce qui concerne les personnels porteurs de handicap (RQTH), il s'engage à apporter aux agent.e.s une « *réponse adaptée* ».

## LA SITUATION DES CANTINES

La CGT revendique une cantine sur chaque site et à défaut, une compensation horaire pour se rendre dans un restaurant conventionné lorsque celui-ci est éloigné du lieu de travail. Des remboursements de frais de repas causés par l'absence de solution de restauration alternative ont été refusés par la direction à des agent.e.s du 18<sup>e</sup> arrondissement. La restauration sur le site NDV est à ce jour sans réponse.

### RÉPONSE DU DIRECTEUR

Une cantine sur chaque site est impossible.

Quant aux compensations horaires il donnera sa décision ultérieurement.

## LA SOUS-TRAITANCE DES SOCIÉTÉS INTERVENANT POUR LA DRFIP

La CGT a demandé que les salarié.e.s des sociétés sous-traitantes agissant sur nos sites puissent travailler dans les meilleures conditions possibles et notamment que les vestiaires des personnels de ménages soient propres, aérés et fonctionnels.

**La CGT a demandé l'octroi d'une demi-journée supplémentaire (soit 1 journée complète) au titre de l'arbre de Noël, une compensation horaire pour la restauration des agent.e.s de NDV. Là encore, il faudra attendre la réponse.**

CGT Finances publiques Paris  
16 rue Notre Dame des Victoires 75081 Paris cedex2  
cgt.drifip75@dgifp.finances.gouv.fr /  
www.cgtdgifp75.org / 01 44 86 99 37